

Politique scientifique et liberté du chercheur : une alliance difficile mais nécessaire

Le groupe Sciences en Questions de l'INRA

Le groupe de travail Sciences en Questions de l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique) a été créé en 1994 dans un contexte à la fois de remise en cause de la politique agricole et d'interrogations sur le rôle de la recherche en général dans la réponse aux besoins de la société. Mais, confronté à cette situation, le chercheur, absorbé par la quête de financements, la gestion de son équipe ou la résolution de problèmes techniques, dispose de moins en moins de temps pour s'arrêter, réfléchir et questionner les fondements, les raisons et les conséquences de son activité. Les outils qui le lui permettraient lui manquent. En effet, la formation initiale des chercheurs de l'INRA n'inclut quasiment aucun aspect de philosophie ou de sociologie de la science, ni même de sciences humaines en général. Face à ces constats, le groupe de travail, comme il se présente lui-même, « souhaite favoriser la réflexion critique des acteurs de la recherche sur l'activité scientifique et ses implications. Son ambition première est d'enrichir la réflexion interne à l'INRA en l'alimentant de contributions propres à éclairer, sous une forme accessible et attrayante, les débats contemporains sur la science et la recherche ». Les moyens adoptés sont l'organisation de conférences traitant des questions d'ordre philosophique, épistémologique, anthropologique, sociologique, ou éthique relatives aux sciences et à l'activité scientifique. et la publication des textes de ces conférences et des débats qui les prolongent.

D'abord je voudrais montrer en quoi les objectifs de ce groupe sont une réponse aux besoins d'un organisme de recherche finalisée tel que l'INRA et notamment à la nécessaire alliance entre d'une part la cohérence et la pertinence d'une politique scientifique et d'autre part la liberté du chercheur, condition indispensable de sa créativité. Puis j'illustrerai la poursuite de ces objectifs par les thèmes retenus pour les conférences organisées et les textes publiés. Je souhaiterais ainsi montrer comment Sciences en Questions apporte sa contribution à la prospective scientifique, à la prise en compte des dimensions éthiques de la recherche, et à la réflexion sur les conditions d'exercice des activités de recherche. Si, par son caractère d'organisme de recherche finalisée, l'INRA est tout particulièrement interpellé sur les rapports entre science et société, recherche et éthique, nous pensons que les questions évoquées à Sciences en Questions intéressent une plus large communauté scientifique qui ne peut rester indifférente aux questions éthiques et sociales posées par les applications potentielles de ses travaux, quand bien même ces dernières ne seraient envisagées qu'à très long terme. En témoignent le succès de librairie et le large écho de la collection Sciences en Questions qui rassemble les petits livres issus des conférences.

Le chercheur maître d'œuvre d'une politique de recherche et partenaire dans son élaboration.

Le chercheur est doublement concerné par cette politique scientifique : partenaire indispensable dans la définition de cette politique, il en assure la mise en œuvre par son activité de recherche. C'est seulement si ces deux facettes du métier de chercheur sont réunies que l'institution peut atteindre sa meilleure efficacité.

L'INRA a pour objectif premier la production de connaissances dans les domaines ayant trait à l'alimentation, l'agriculture et l'environnement afin de répondre aux attentes et aux besoins

actuels et futurs de la société dans ces domaines. Atteindre cet objectif constitue l'enjeu et la raison d'être de la politique scientifique de l'organisme. La simple mise en œuvre des connaissances disponibles, pour répondre à des questions clairement définies, comme dans le cas d'une recherche appliquée, ne peut y suffire. Est de plus souvent nécessaire un investissement à long terme dans des champs scientifiques encore neufs ou en amont des applications potentielles dans les trois domaines cités plus haut. La politique scientifique doit donc reposer sur un exercice de prospective, à la fois indispensable pour assurer la continuité des efforts pour des objectifs à moyen et long terme, mais difficile du fait même de l'imprévisibilité des progrès de la science. Afin de combattre la propension à la simple extrapolation des tendances du moment et d'encourager au contraire l'exploration des voies d'avenir, sans céder à l'influence des lobbies créateurs de modes, l'attention aux parcours hors pistes doit être constamment stimulée par l'appel aux réflexions provocantes, hérétiques peut-être aujourd'hui en attendant d'inspirer demain la norme. Plusieurs outils sont à la disposition du chercheur dans sa contribution à la prospective scientifique. Au cœur même de son métier, il peut observer l'évolution de sa discipline, soit du fait de sa logique propre, soit du fait de la confrontation avec d'autres disciplines, notamment émergentes. Mais, de plus, dans un organisme comme l'INRA, les disciplines ont toujours un rapport avec des besoins et des acteurs du monde économique. Cette interaction permet aux chercheurs de prendre la mesure des forces à l'œuvre et des changements qu'elles induiront. Encore faut-il, pour que ces deux sources d'information, l'une endogène et l'autre exogène, soient intégrées et exploitées par le chercheur, qu'une mise en perspective s'opère, rendue possible par une prise de distance vis-à-vis de la réalité quotidienne de la paillasse, du champ d'expérimentation ou de l'écran d'ordinateur. Sciences en Questions souhaite y contribuer, notamment en faisant appel à des conférenciers extérieurs à l'institution. En réalité, cette prise de distance opérée par le chercheur lui permet, -ce n'est pas un paradoxe- de faire le lien entre son activité de recherche la plus immédiate et des objectifs à long terme qui guident la politique scientifique de l'institution. Cette opération de retrait/ré-immersion est voisine de celle qui permet au chercheur d'appréhender la réalité en unissant concept et intuition. Elle est contraire à un certain formalisme répandu, même malheureusement parmi ceux qui sont responsables de la politique de recherche, et qui conduit très souvent à disjoindre voire opposer conception et action, stratégie et mise en œuvre de moyens. Celui qui peut faire la synthèse entre questions et moyens à mettre en œuvre est le chercheur lui-même.

On peut résumer ainsi les objectifs de Sciences en Questions en matière de politique scientifique : oeuvrer pour que le chercheur s'inscrive efficacement dans la politique de recherche de son institution par son activité quotidienne, grâce à un double mouvement d'élaboration et d'appropriation de cette politique. Cette appropriation, opérée dès la définition des objectifs de recherche de l'institution, puisque le chercheur lui-même y a participé et a été éclairé sur les enjeux, permet de concilier le ressort de l'activité du chercheur, qui est le plaisir du jeu intellectuel, avec le service de la société.

Les thèmes des débats

On peut repérer deux thématiques dans les conférences organisées par Sciences en Questions : 1) les disciplines scientifiques, notamment celles qui font l'objet de recherches à l'INRA, leur évolution, les questionnements éthiques ou épistémologiques dont elles font l'objet, 2) les différentes facettes du métier de chercheur, les conditions de son exercice et sa position dans la société.

Resituer son activité scientifique dans l'évolution des disciplines et des concepts

Du fait de l'importance de la biologie dans un organisme tel que l'INRA, les questions posées par la génétique, sa démarche résolument réductrice dans son approche de la complexité, sa puissance explicative, l'évolution de ses paradigmes, l'élargissement de ses domaines

d'intervention, ses dimensions éthiques, illustrent avec force les objectifs mêmes de Sciences en Questions énoncés dans l'introduction de cet article. On retrouve ces différents aspects dans trois conférences ayant fait l'objet d'une publication, « La Société et la révolution biologique. Pour une éthique de la responsabilité », conférence d'Axel Kahn en 1996, « le biologiste face au tout génétique », conférence d'Henri Atlan en 1999, « Les jeux de l'évolution. Perceptions et enjeux de la biodiversité », conférence de Pierre Henri Gouyon en 2001

Les concepts de la biologie moléculaire, issus directement de la génétique, faisaient des processus biologiques la conséquence d'un flux d'information du gène aux protéines, comme l'avait bien illustré Henri Atlan dans sa conférence. Cette information constitue pour les généticiens un programme auquel Henri Atlan opposait les potentialités d'auto-organisation de la matière. Dans sa conférence en 1999, « La naturalisation de l'esprit. Histoire du projet cognitiviste », Jean Pierre Dupuy a montré que la théorie de l'information concomitante du développement de la science des ordinateurs a la prétention de s'appliquer aux processus de la connaissance et du comportement. Assistons-nous à travers la génétique et les sciences cognitives à la naissance d'une pensée hégémonique qui ferait de la matière, vivante ou inanimée, le simple vecteur de l'information, et qui s'alimente dans l'essor et les promesses des nanotechnologies, ou devons-nous repenser nos rapports avec la matière comme nous y invite la conférence de Bernadette Bensaude en 2004 : « Des techniques affranchies de la matière ? Nano et biotechnologies, le « tout information » et ses illusions ».

A l'opposé de ce pôle réducteur qui décrit les processus biologiques comme le déroulement d'un programme, la matière comme un vecteur d'information, les comportements comme des exécutions d'algorithmes, et en tension avec lui, la modélisation, objet de la conférence de J.M. Legay, « L'expérience et le modèle. Un discours sur la méthode » en 1997, tente d'approcher la complexité des objets auxquels l'INRA doit s'attaquer, en réponse, tant aux attentes nouvelles de la société qu'aux progrès même des outils au service de la connaissance.

Favoriser le regard critique du chercheur sur son activité et sa position dans la société.

De même qu'une prise de recul permet au chercheur d'intégrer à sa pratique quotidienne les évolutions de sa discipline et les besoins de la société, un regard critique sur son métier et les conditions de son exercice peuvent lui permettre de se libérer des conditionnements inconscients auxquels il est soumis.

Alors que l'image de la « science faite » présente celle-ci comme une construction harmonieuse et cohérente, la « science en train de se faire », que Bruno Latour a évoquée en 1994 dans sa conférence sur « Chercheurs en questions. Réflexions sur le métier de chercheur », est une activité aux multiples facettes et dans laquelle la vérité se construit à travers les stratégies de ses différents acteurs. Cette vérité ne résulte pas de l'approche à partir d'un point de vue unique mais d'une pluralité de points de vue que l'on retrouve lorsque les scientifiques sont sollicités pour un exercice d'expertise destiné notamment à éclairer une prise de décision politique (conférence de Philippe Roqueplo en 1996 : « L'expertise scientifique, conditions et limites »). Cette pluralité de points de vue ne résulte pas seulement de la logique disciplinaire mais aussi des liens multiples tissés entre les chercheurs et les différents pouvoirs, ainsi que l'a bien illustré la conférence de Dominique Pestre en 2001 : « La science, les pouvoirs et l'argent. La transformation des modes de production des savoirs » Ces liens se traduisent notamment par les sources de financement auxquels les chercheurs font appel mais, comme l'avait montré Bruno Latour, mettent en jeu des interactions et des jeux d'influence entre les scientifiques et les décideurs.

La complexité et la diversité des tâches ainsi engendrées, à la fois pour les chercheurs et les différents métiers alentour peuvent-elles se traduire dans des procédures d'évaluation qui, bien souvent, ne peuvent prendre en compte que des résultats et non le contenu concret de l'activité dans son environnement humain, c'est la question que posait Christophe Dejours

dans sa conférence de 2003 : « Réévaluer l'évaluation à l'aune du travail ». Cette « culture du résultat » n'est pas propre à la recherche, mais ne prend pas vraiment en compte les spécificités de l'activité scientifique par définition difficilement programmable et peut, dans des cas limites, nuire à la déontologie de la publication. La loi sur la recherche de 1982 était une tentative pour tenir compte des différentes facettes de l'activité de recherche et de les articuler de façon efficace avec les attentes d'une société qui plaçait ses espoirs dans « la recherche pour sortir de la crise ». Comme l'ont rappelé Jean-François Théry et Rémi Barré dans leur conférence consacrée en 1999 à un bilan de cette loi : « La loi sur la recherche de 1982. Evaluation et prospective », les rapports entre science et société ont perdu le caractère assez unidirectionnel qu'ils avaient encore d'une science créatrice d'innovations que la société s'approprierait dans le processus de valorisation. La situation de plus grande réciprocité souvent décrite sous l'appellation de « mode2 » a entraîné une remise en cause de l'organisation de la recherche qui a fait l'objet de débats récents. Mais cette plus grande interaction entre la science et la société ne doit pas se faire au détriment de l'autonomie du champ scientifique, que Pierre Bourdieu en 1997 conseillait aux chercheurs de défendre avec vigueur dans sa conférence sur « Les usages sociaux de la science ». Pour lui, cette autonomie est la seule garantie du rôle critique que doit jouer la science par rapport au fonctionnement de la société.

L'organisation des conférences.

Tout au long du processus qui va du choix du thème de la conférence à la publication du volume de la collection s'établit une interaction entre le groupe de travail Sciences en Questions et le conférencier. Ce dialogue permet notamment de présenter au conférencier quelques unes des questions posées à la communauté scientifique de l'INRA dans le domaine abordé par la conférence. Il est en cohérence avec l'objectif de Sciences en Questions d'exposer la communauté scientifique de l'INRA à un regard extérieur.

Le groupe attache une grande importance aux débats qui suivent l'exposé du conférencier. Ils illustrent la réception par la communauté de l'INRA des questions traitées par le conférencier et amènent celui-ci à situer ses thèses dans le contexte de l'INRA.

Quels que soient les modèles d'organisation de la recherche, ils devront tenter de concilier la logique propre d'une communauté forte de la puissance du savoir et les attentes d'une société peu informée des ressorts de la découverte scientifique. Ils devront à la fois éviter le rêve scientifique d'une société de la connaissance dirigée par une rationalité toute-puissante mais close sur elle-même et dont toute recherche de sens serait exclue et le piège d'un pilotage autoritaire de la recherche par la réponse aux besoins de la société qui ignorerait et étoufferait le plaisir de la découverte. Les débats de Sciences en Questions peuvent contribuer à combattre les dangers de dérive scientifique d'une communauté qui serait enfermée dans ses seules préoccupations. Mais ils mettent aussi cette communauté sous le regard de la société, permettant ainsi à celle-ci de mieux appréhender la nature de l'activité scientifique, souvent perçue seulement à travers le filtre nécessairement réducteur de la vulgarisation ou de la célébration du progrès.

Pour conclure, on voit par l'énoncé des thèmes des conférences, tant dans le domaine épistémologique que dans les aspects sociaux de la recherche, qu'on ne peut assigner une tendance dominante aux réflexions impulsées par le groupe Sciences en Questions. La diversité des points de vue exprimés par les conférenciers devrait, nous l'espérons, favoriser une meilleure perception, par les membres de l'INRA, des enjeux de leur activité et des choix d'orientation de la recherche auxquels ils ne peuvent échapper et pour lesquels leur responsabilité est engagée.

30 septembre